

ration était considérée comme une simple indemnité de représentation (*Aufwandsentschädigung*), et comme telle exempte d'impôt sur le revenu. Souhaitant mettre les nourrices du secteur privé et public sur un pied d'égalité, le gouvernement a décidé d'aligner le public sur le privé. Désormais, les revenus des nourrices du secteur public – hormis une somme forfaitaire de 300 € – seront soumis à l'impôt dans le cadre d'une activité indépendante. Certaines d'entre elles, celles dont le revenu dépasse la limite de 355 € au-dessous de laquelle elles sont assurées par leur conjoint, seront de plus obligées de cotiser aux assurances sociales pour elles-mêmes. De nombreuses nourrices qui ont commencé à faire leurs comptes constatent que leur revenu, déjà peu élevé au départ, risque d'être amputé de telle sorte qu'elles envisagent de renoncer à leur activité professionnelle.

Pour percevoir le même revenu net qu'auparavant, les nourrices devraient se faire payer environ 5,50 € de l'heure par enfant. D'après la Fédération des villes et des

communes (*Städte- und Gemeindebund*), l'accroissement de la charge financière pour les municipalités, dont dépendent les nourrices du secteur public, pourrait ainsi se situer entre un et deux milliards d'euros par an. Bon nombre de villes, à l'instar du *Jugendamt* de Nuremberg, ne voient aucune nécessité d'augmenter le salaire de leurs nourrices. Or, d'après l'association de nourrices de Nuremberg qui vient de voir le jour, presque la moitié des nourrices envisagent d'abandonner. Si cette situation est le reflet de ce qui se passe dans d'autres communes, il faudra que les communes revoient leur position, car la politique familiale de Mme von der Leyen implique une augmentation importante du nombre de nourrices. Si l'alignement du statut fiscal des nourrices du public sur celui des nourrices du privé est en soi une bonne chose, il ne faudrait pas que la réforme compromette le léger mieux qui se dessine sur le front de la démographie allemande.

Brigitte.Lestrade@u-cergy.fr



Mathias Delori*

Les pères fondateurs de l'OFAJ croyaient-ils en leurs mythes ?¹

C'est bien volontiers que nous publions cette étude réalisée à partir d'un questionnaire original par un chercheur qui connaît bien l'OFAJ. Elle donne à réfléchir, sur le mode de l'approche scientifique et aussi sur un mode presque humoristique : croyons-nous nous mêmes aux mythes que nous engendrons ? Il reste que la démonstration, en soi séduisante, porte sur une période limitée et que celle-ci serait plus concluante si elle englobait l'ensemble des activités de l'OFAJ dans la durée, prenait donc en compte les quarante années et plus d'existence de l'OFAJ. Nous avons sollicité l'avis de Rudolf Herrmann, qui fut longtemps coordinateur allemand de l'OFAJ. Nous le reproduisons en fin d'article.

– A. A. –

*« Si l'on n'accorde pas que la vie sociale a une structure symbolique, il n'y a aucun moyen de comprendre comment nous vivons, faisons des choses et projetons ces activités dans des idées, pas de moyen de comprendre comment la réalité peut devenir une idée ». (Paul Ricoeur, *Idéologie et utopie*. Paris : Seuil, p. 25).*

Le quarantième anniversaire de l'Office franco-allemand pour la jeunesse en 2003 et sa restructuration récente ont attiré l'attention des spécialistes des relations franco-allemandes sur cet organisme. Toutes ces publications ont permis d'apporter un regard neuf sur une institution centrale du rapprochement franco-allemand et pourtant peu connue du grand public². Nous voudrions dans ces pages apporter notre contribution à cette entreprise collective de multiplication des regards sur l'OFAJ en portant un coup de projecteur sur ce qui nous semble être un point aveugle de cette littérature : le projet intellectuel des pères fondateurs³.

L'OFAJ fut créé en 1963 lors de la signature par de Gaulle et Adenauer du traité de l'Elysée. Il n'avait alors pas grand-chose à voir avec la modeste administration que seuls les observateurs attentifs des relations franco-allemandes ou les lecteurs de cette revue connaissent aujourd'hui. Un coup d'œil sur l'origine de cet organisme révèle en effet qu'un curieux volontarisme présida à sa création. L'objectif affiché en 1963 n'était pas trivial : il s'agissait de mettre fin, par la multiplication

* M. Delori, Max Weber Research Fellow, European University Institute, San Domenico, Italie.

sur une large échelle des rencontres de jeunes, au vieil antagonisme franco-allemand. Cette orientation fut exprimée de manière imagée par Joseph Rovin, un personnage qui joua un rôle important dans cette histoire : l'Office franco-allemand pour la jeunesse devait permettre « la plus grande migration des peuples jamais organisée en temps de paix par des moyens et avec des intentions pacifiques »⁴. Ce projet doit être pris au sérieux. L'Office lança au cours des années 1960 des enquêtes visant à mesurer en termes de changement des mentalités au niveau des deux populations. L'OFAJ eut par ailleurs les moyens de cette politique. On le dota d'un statut juridique calqué sur celui des organismes spécialisés des Nations Unies. Au cours des années 1960, son budget resta dix fois supérieur à celui consacré par chaque gouvernement pour les rencontres de jeunes avec les autres pays. Cette « manne financière » lui permit de subventionner, au cours de cet « âge d'or » des années 1960, la rencontre de plus de 200 000 jeunes chaque année. Ce principe d'action des échanges de masse fut abandonné au début des années 1970.

Il est intéressant de s'arrêter sur les prémisses intellectuelles qui semblent avoir porté cette action publique dans sa version originelle, c'est-à-dire jusqu'au début des années 1970. Même si le budget alloué à cet organisme était relativement important, la politique de mise en relation d'un maximum de jeunes impliquait des séjours de courte durée (quelques jours au maximum). Les pères fondateurs de l'Office pensaient-ils vraiment que des rencontres de quelques jours « à la lumière des feux de camps et au son de la guitare » permettraient un changement des mentalités ? Pensaient-ils vraiment, pour reprendre une expression d'un ministre fédérale allemande de la jeunesse de l'époque, que « les préjugés peuvent être surmontés le plus simplement par une expérience propre et des contacts personnels [de courte durée] »⁵ ? La question peut sembler empreinte d'anachronisme dans la mesure où l'on sait, aujourd'hui, que l'OFAJ n'a jamais pu apporter la preuve que ce type d'échanges contribue à une meilleure compréhension réciproque. Un simple coup d'œil sur l'histoire nous enseigne toutefois que cette foi hypothétique dans les vertus des rencontres de courte durée était au minimum optimiste dans le contexte de l'époque. On se demandait alors si les structures de socialisation de l'Allemagne nazie avaient réussi, en plus de 10 ans, à imprimer une marque durable sur une génération d'Allemands. Les pères fondateurs pensaient-ils vraiment qu'un instrument de socialisation aussi modeste que l'OFAJ parviendrait à changer le cours de l'histoire ?

La question peut sembler étroite. Elle va en réalité nous permettre de dévoiler un phénomène plus général sur la place des croyances irrationnelles en politique. Une épaisse littérature journalistique tend à mettre en cause le postulat selon lequel les hommes et les femmes politiques croient aux grands récits qu'ils énoncent. La politique est fréquemment dépeinte comme la sphère de la « représentation », dans tous les sens du terme : elle s'apparenterait à un vaste théâtre où les « acteurs » manipuleraient des formules rhétoriques déconnectées de leurs préoccupations réelles (se faire rééire, légitimer un instrument de politique publique, etc). Cette dimension « spectaculaire » existe vraisemblablement. On peut toutefois prouver que l'action publique en général, et celle-ci en particulier, ne se résumait pas à cette dimension théâtrale. Nous voudrions montrer, à partir du cas de l'OFAJ, que les hommes politiques sont des acteurs d'un type bien particulier : ils « croient en leurs mythes »⁶. Pour ce faire, nous revenons dans une courte première partie sur les postulats épis-

témologiques et méthodologiques embarqués dans notre question : en quoi sommes-nous fondés à classer les discours sur une échelle allant de la pensée rationnelle à la pensée mythique ? Nous montrons ensuite que les idées fondatrices de l'OFAJ, en particulier cette foi dans les échanges de courte durée, penchaient du côté de la pensée symbolique. Nous nous appuyons enfin sur les outils théoriques de l'approche dite « cognitive » de l'analyse des politiques publiques pour exposer la thèse d'après laquelle les acteurs croyaient effectivement en leurs mythes.

La notion de mythe comme croyance non scientifique propre à une époque donnée

Il importe, avant d'entrer dans le vif du sujet, de préciser ce dont il est question ici. La notion de mythe fut tellement utilisée dans les sciences sociales qu'elle donne lieu à beaucoup d'équivoques. Elle sera entendue, avec R. Barthes, comme une pensée qui « n'a pas la vérité pour sanction »⁷. R. Girardet précise, dans la même veine, que « c'est dans toute son autonomie que s'impose le mythe, se constituant lui-même en un système de croyances cohérent et complet. Il ne se réclame plus, dans ces conditions, d'aucune autre légitimité que celle de sa simple affirmation, d'aucune autre logique que celle de son libre développement »⁸. La définition peut sembler triviale. Nous opposons en effet volontiers intuitivement un mode de pensée dit « rationnel » à l'univers des croyances ou des mythes. Il importe pourtant de commenter cette distinction entre pensée rationnelle et pensée mythique car elle pose un certain nombre de problèmes épistémologiques et méthodologiques.

La science politique ne fait généralement pas du rapport des idées au monde réel une catégorie pertinente d'analyse. Les courants d'analyse qui prennent au sérieux les croyances et les représentations semblent réticents à vouloir faire de leur « rapport au réel » un élément pertinent de leurs classifications. Les notions de « système de croyances »⁹, de « référentiels »¹⁰ ou encore de « paradigmes »¹¹ englobent indistinctement les expertises les plus scientifiques et la pensée mythique. Cette approche « dé-constructiviste » présente bien des avantages. Elle permet notamment au chercheur de conserver une forme de « neutralité axiologique », de ne pas labelliser lui-même la nature des objets qu'il manipule.

On dispose pourtant d'un moyen relativement simple permettant de déterminer la « rationalité » des croyances et des représentations des acteurs. Il suffit d'observer le mode de construction – plus ou moins scientifique – de ces croyances et de ces représentations. Ce regard sur le monde des idées fonde par exemple la distinction, proposée par P. Ricoeur, entre l'histoire et la mémoire : si toutes deux relèvent de la même problématique de la « représentation du passé », seule la première pose de manière méthodologique et scientifique la question de son rapport à l'objet¹². Les chercheurs en sciences sociales n'ont aucun mal à considérer que le savoir qu'ils produisent relève d'une autre logique que la « sociologie spontanée ». Nous proposons de généraliser cet argument : les actions publiques construites sur la base d'une expertise scientifique ne sont pas de même nature que celles uniquement traversées par la pensée sociale.

Il importe alors de souligner que ces deux pôles, la science et le mythe, ne sont que des idéal-types wébériens ; on ne les trouve pas à l'état pur dans la réalité. La science politique a depuis longtemps mis en évidence que les experts occupent une place croissante dans les processus d'élaboration des politiques publiques. Mais

comme l'écrit Pascal Vennesson, la montée en puissance de l'expertise ne produit pas nécessairement au détriment des formes de pensée irrationnelles : « *Vladimir Jirinovski est convaincu qu'il existe réellement un complot occidental visant à affaiblir la Russie. Au Moyen Orient, la croyance en une myriade de conspirations, toujours occultes et malfaisantes, est fortement ancrée parmi les populations et les décideurs. Un bref retour historique montre que le mythe de la conspiration n'est pas absent au sein des sociétés industrielles, qu'il s'agisse des '200 familles' qui gouvernent la France, ou plus généralement du complot* »¹³. Le projet intellectuel de l'OFAJ ne pourra être qualifié de « mythique » que dans la mesure où il fut davantage influencé, dans sa construction, par des formes de pensée irrationnelles que scientifiques.

Précisons enfin – même si cette idée est pour ainsi dire incluse dans la notion de « construction » – que le diagnostic sur le rapport au réel de l'action publique étudiée doit être historicisé. L'affirmation d'après laquelle « *les préjugés peuvent être surmontés le plus simplement par une expérience propre et des contacts personnels* » nous semble quelque peu naïve aujourd'hui. Divers travaux scientifiques ont en effet solidement établi que les contacts entre les populations, les séjours à l'étranger, les rencontres, etc. ne conduisent pas de manière aussi simple, voire en aucun cas, à une meilleure compréhension réciproque. Non seulement les préjugés et les stéréotypes négatifs ne disparaissent pas suite à ces rencontres mais ils auraient plutôt tendance à se renforcer¹⁴. Il importe cependant d'éviter tout anachronisme. Nous ne cherchons pas à caractériser le « rapport au réel » des discours fondateurs de l'OFAJ d'une manière générale mais dans leur contexte d'élaboration.

Ces quelques remarques invitent à se poser la question suivante : les acteurs avaient-ils, à l'époque, quelques raisons rationnelles ou scientifiques de croire que la mise en relation pendant quelques jours d'un maximum de jeunes Français et Allemands aboutirait à la disparition des préjugés ?

L'OFAJ et le mythe de « l'internationale de la jeunesse »

Les sciences sociales n'ont pas attendu la création de l'OFAJ pour s'interroger sur les effets des échanges internationaux sur les mentalités. La question avait été indirectement posée au lendemain de la guerre par le politiste K. Deutsch dans ses travaux sur les « communautés de sécurité », ces zones géographiques comme l'alliance USA/Royaume Uni où l'intégration induite par les réseaux de communication est si grande que l'hypothèse d'une guerre ne se pose même plus¹⁵. Du fait de son approche très béhavioriste, K. Deutsch ne faisait pas des stéréotypes et des préjugés réciproques un indicateur de ce qu'il appelait le « *we-feeling* », ce sentiment identitaire commun interdisant le recours à la force pour la gestion des conflits¹⁶. Sa thèse principale allait toutefois dans le sens de l'optimisme des pères fondateurs de l'OFAJ : les flux et les échanges de tous types entre les individus (commerce, tourisme, migrations, échanges culturels, liaisons téléphoniques etc.) étaient censés renforcer l'intégration entre les Nations et rendre d'autant plus improbable le recours à la guerre. L'OFAJ est-il issu de ce savoir scientifique optimiste quant aux effets de la communication sur les relations entre les êtres humains ?

Des travaux centrés sur la question plus précise des effets de ces flux et de ces contacts sur la représentation de l'autre existaient cependant à la même époque qui avaient établi la conclusion dégrisante qui nous est familière aujourd'hui. En 1955,

Alexander Rüstow¹⁷ alerta par exemple les pouvoirs publics, à l'occasion d'une conférence organisée par le DAAD, sur les 'dangers des échanges internationaux'. On a de bonnes raisons de penser que ces recherches étaient connues par les acteurs politico-administratifs qui portèrent le projet d'Office franco-allemand pour la jeunesse. On peut citer à cet égard une enquête approfondie, commandée en 1954 par le ministère français des Affaires étrangères, sur l'image des Français en Allemagne. Les auteurs de cette expertise observèrent, sans grande surprise, l'importance des stéréotypes et des préjugés dans la représentation que les Allemands se faisaient de leurs voisins. Les enquêteurs disposaient par ailleurs de données sur les contacts (ou l'absence de contact) des interviewés avec des Français. Ils croisèrent donc les deux variables et observèrent que les contacts entre populations ne favorisent pas la compréhension réciproque : « *une des vérifications les plus importantes apportée par ce sondage est la constatation de la faible mesure dans laquelle les opinions exprimées sur la France dépendent de la nature des connaissances de fait acquises sur ce pays* »¹⁸. Cette enquête fut largement discutée à l'intérieur des cercles ministériels et administratifs.

Ce point signifie, si l'on excepte une hypothétique influence de Karl Deutsch, que les pères fondateurs de l'OFAJ ne puisèrent pas dans le « forum scientifique »¹⁹ leur croyance dans les vertus des rencontres interpersonnelles de courte durée. Les racines du projet intellectuel de l'OFAJ doivent plutôt être recherchées dans l'univers de la fiction, dans la pensée mythique. L'analyse révèle qu'une croyance particulière joua un rôle décisif dans la construction sociale du projet de multiplication des rencontres de courte durée : le mythe de l'internationale de la jeunesse. Cette représentation enchantée de la jeunesse affirmait qu'il suffisait de multiplier les contacts rapides entre un maximum de jeunes Français et de jeunes Allemands car ceux-ci ne sont de toute façon pas porteurs des préjugés nationalistes de leurs aînés. Cette croyance d'inspiration jeuniste présentait les jeunes comme des individus asocialisés et naturellement portés vers les bons sentiments. Les jeunes étant déjà pratiquement réconciliés, des contacts de quelques jours sur une large échelle devaient suffire pour obtenir un changement des mentalités. On retrouve cette idée dans tous les discours de l'époque et dans le titre d'un film produit par l'OFAJ quelques années plus tard : « *Deux pays, une jeunesse* »²⁰.

Il s'agissait bien d'un mythe au sens défini plus haut dans la mesure où aucune théorie scientifique ne fut jamais convoquée pour l'étayer. L'analyste des politiques publiques habitué à découvrir le poids des experts dans les processus d'élaboration des politiques publiques ne peut en effet qu'être frappé, à la lecture des archives sur la création de l'OFAJ, par le faible rôle joué par les spécialistes dans cette histoire. Indépendamment des travaux de sciences sociales mentionnés plus haut, un certain nombre d'associations privées disposaient d'une expérience pratique en matière d'échanges internationaux de jeunes. Certaines mirent en garde les gouvernements contre l'aporie pédagogique du principe des échanges de masse de courte durée²¹. Elles ne furent pas écoutées. Le principe d'action des échanges de masse semble avoir été adopté rapidement, entre janvier et juillet 1963, sans que personne ne se soit manifestement interrogé sur sa faisabilité pratique. Plus précisément, la question de la « faisabilité »²² du projet fut réglée en référence à ces formules : « *Les jeunes savent bien comment on fraternise* »²³ ; « *les jeunes veulent se rencontrer pour se connaître, pour se juger avec réalisme et sans préjugés, pour voir quel chemin ils peuvent faire ensemble* »²⁴.

Cette idée d'après laquelle la jeunesse constituerait une terre vierge sur laquelle on pourrait bâtir un monde meilleur imposait une représentation de la jeunesse parmi d'autres possibles. Nous pensons par exemple à la figure du « jeune comme trouble à l'ordre public ». Cette image se situe à mille lieux de celle des jeunes de l'OFAJ. Elle est pourtant contemporaine de cette action publique. On sait l'importance, de nos jours, de la représentation (négative) du « jeune des banlieues » dans le discours médiatique et l'action publique. Dans une étude très intéressante sur la permanence des discours sociaux et politiques sur la jeunesse, Chris Warne montre que cette image occupait déjà une place importante dans les discours publics au début des années 1960 au travers du phénomène transnational et franco-allemand des « blousons noirs/Halbstarcken »²⁵. Des « blousons noirs » à nos « jeunes des banlieues » en passant par les « hippies », les « gauchistes » et autres « zoulous », un même discours social sur la jeunesse – dont l'idéal-type serait un jeune homme aux mœurs anomiques, violent et grégaire – traverse la deuxième moitié du XX^e siècle. Quelques semaines avant la création de l'OFAJ, la France et la RFA signèrent un accord pour organiser le rapatriement de ces jeunes à problèmes. De cette jeunesse il ne fut dans un premier temps jamais question à l'OFAJ.

Nous signalons ces deux images – le mythe de l'internationale de la jeunesse et celui du « jeune à problème » – pour signaler un phénomène plus général : notre regard sur la jeunesse est embué par ce que Bourdieu a appelé des « catégories de perception que nous recevons du monde social [...] [et qui sont] comme une sorte d'écran entre nous-mêmes et la réalité »²⁶. Un nombre fini de discours sociaux sur la jeunesse flottent dans la pensée sociale²⁷. Les acteurs semblent être allés piocher celui qui correspondait le plus à leur intérêt du moment.

Peut-on préciser l'origine du mythe de l'internationale de la jeunesse ? On trouve semble-t-il ses premières traces dans la philosophie des Lumières. L'image du jeune comme « promesse d'un avenir meilleur » apparaît par exemple clairement dans l'Encyclopédie de Diderot : « Malgré les écarts de la jeunesse [...] c'est toujours l'âge le plus aimable et le plus brillant de la vie ; n'allons donc pas estimer le mérite des saisons par leur hiver, ni mettre la plus triste partie de notre être au niveau de la plus florissante »²⁸. L'idée selon laquelle les jeunes gagneraient à partir à la rencontre de l'autre était par ailleurs un lieu commun des romans d'apprentissage du XVIII^e siècle tels que le *Wilhelm Meister* de Goethe ou l'*Emile* de Rousseau²⁹.

Le mythe de l'internationale de la jeunesse apparaît ensuite plus directement comme un héritage du pacifisme jeuniste des années 1920 et 1930³⁰. Marc Sangnier donna à ce discours son expression la plus connue à l'occasion de son grand congrès de Bierville en 1926³¹. On sait par ailleurs que des intellectuels participèrent, pendant l'entre-deux-guerres, à la diffusion de cette vision enchantée de la « jeunesse sans frontière ». H. Mann écrivit par exemple au lendemain de la signature des accords de Locarno que « les jeunes, du moins beaucoup de jeunes d'ici et de chez moi, s'entendent à merveille. A peine savent-ils se parler, déjà ils sont amis »³². C'est toutefois au sein des mouvements de jeunesse et de la *Jugendbewegung* que ce mythe trouva le terreau le plus propice à son institutionnalisation (entendons son inscription, au côté d'autres discours, dans la pensée sociale). Une internationale des « frères scouts » se structura ainsi dans les années 1920 tandis que le mouvement ajiste (des auberges de jeunesse) diffusait le même mot d'ordre : « Pour avoir la paix, jeunesse, unissez-vous ! »³³. Ce discours fut

repris pendant les années 1930, puis pendant la guerre, par les partisans d'un rapprochement avec l'Allemagne nazie³⁴. F. Bran milita par exemple toute sa vie pour un rapprochement franco-allemand centré sur cette catégorie d'âge. Il déclara en 1942 devant un parterre de nazis français que contrairement à leurs aînés, les jeunes renoncent facilement « aux slogans faciles qui ne peuvent susciter que des préjugés sur autrui »³⁵. On comprend, dans ces conditions, que les partisans républicains ou démocrates d'un rapprochement entre les deux pays hésitèrent à reprendre ce discours à leur compte au lendemain de la guerre³⁶. Cette image réintégra toutefois peu à peu le répertoire des représentations naturalisées de cette catégorie d'âge et les pères fondateurs de l'OFAJ purent s'en saisir, en 1963, pour donner un sens à l'action publique qu'ils étaient en train de mettre en place.

Les paragraphes qui précèdent dessinent une action publique où des acteurs semblent piocher dans un stock de discours sociaux celui qui correspond le mieux à leur intérêt du moment. Cette image n'est pas complètement fautive. Les pères fondateurs de l'OFAJ firent un usage « pragmatique » du mythe de l'internationale de la jeunesse. Nous montrons en effet dans une autre étude que l'adoption du « principe d'action des échanges de masse sur une courte durée » précéda, lors de la genèse de l'OFAJ, la diffusion du discours qui rendait cette option réaliste. Faut-il pour autant en déduire que les pères fondateurs de l'Office franco-allemand pour la jeunesse ne croyaient pas en ce mythe ?

La résistance du paradigme aux « appels du réel »

Le chercheur intéressé par la question de l'adhésion des acteurs aux récits anonymes qu'ils mobilisent fait évidemment face à un problème méthodologique que les behavioristes ont coutume de formuler de la sorte : « on ne peut pas sonder les cerveaux des gens ». L'approche « cognitive »³⁷ de l'analyse des politiques publiques permet toutefois de contourner ce problème en observant comment les acteurs se positionnent quand leurs discours sont mis à l'épreuve de la réalité. L'idée est relativement simple : si les acteurs faisaient un usage purement pragmatique et stratégique de ces idées, ils n'auraient pas de mal à les abandonner quand apparaissent les premières difficultés. Or on observe un phénomène largement différent. Dans son étude sur la réforme de l'Etat, P. Bezes montre de manière très fine que les croyances en la « faisabilité » des réformes – dans le cas qui nous intéresse le mythe de l'internationale de la jeunesse – ne sont pas construites une fois pour toutes mais renégociées en fonction des observations de la réalité. A l'instar des sectes millénaristes étudiées par Leon Festinger³⁸, les acteurs des politiques publiques auraient tendance à préférer leur prophétie aux appels du réel quand apparaissent des dissonances entre les deux. Ils se comportent comme les communautés scientifiques observées par Kuhn : ils ne se résolvent à changer de « paradigme » que quand celui-ci ne parvient plus à absorber les appels du réel³⁹. Paradoxalement, l'apparition de ces premières anomalies est en quelque sorte une conséquence de la croyance des acteurs en la justesse et en la faisabilité du projet. Rien n'obligeait a priori les acteurs à tester scientifiquement et de manière positiviste ou « poppérienne » leurs certitudes. Or le Conseil d'administration commanda dès 1963 des enquêtes quantitatives aux instituts IFOP et EMNID sur les représentations des jeunes Français et des jeunes Allemands. Il s'agissait de vérifier empiriquement quelques attentes du paradigme fondateur telles que : « les jeunes ont moins de préjugés hérités du passé que leurs aînés » ; « les contacts aboutissent à la dispari-

tion des préjugés », etc. Les premières enquêtes révélèrent immédiatement une réalité peu conforme aux attentes des acteurs ⁴⁰.

Certains commentateurs extérieurs prirent immédiatement acte de cette réalité : « La comparaison de l'enquête d'octobre avec les résultats d'avril apporte d'une manière générale un éclairage empirique dégrisant. Les réponses montrent en général que la relation entre Français et Allemands ne s'est malheureusement pas améliorée dans les proportions espérées » ⁴¹. La plupart du temps, ces données furent cependant interprétées dans le sens de la prophétie initiale. Typique fut à cet égard le commentaire d'un des principaux responsables de la coordination allemande des associations de jeunesse : « Les préjugés persistent, augmentons les échanges » ⁴².

La multiplication des anomalies conduisit les acteurs à une gestion plus radicale de ces dissonances. Dans son étude sur les sectes millénaristes, Léon Festinger relevait un mode de préservation des prédictions eschatologiques au lendemain de l'échec manifeste de la prophétie : la convocation du temps long ⁴³. Ce mécanisme est très courant. Des historiens du premier christianisme ont par exemple mis en évidence qu'un tel raisonnement permit aux premiers disciples du Christ d'assimiler les retards de la prophétie. Le messie avait annoncé la fin des temps à très court terme : « Je vous le dis en vérité, cette génération ne passera point, que tout cela n'arrive » (Evangile selon Matthieu, 24-34). Les disciples s'étaient organisés matériellement en fonction de cette annonce. Ils cessèrent de travailler, pensant que leur épargne serait suffisante pour tenir jusqu'à l'apocalypse. Leurs ressources épuisées et ne voyant rien venir, ils réinterprétèrent les paroles du Christ. L'apocalypse aurait bien lieu à court terme, mais à l'horloge divine, or le temps divin n'était pas celui des hommes : une trentaine d'années ici bas ne correspondait qu'à quelques heures à la montre du Seigneur ⁴⁴. Ce mécanisme psychologique universel éclaire la réaction de certains acteurs au début des années 1960. Les contacts n'aboutissaient pas à la disparition des préjugés ? Il suffisait de faire preuve d'un peu de patience. Le rapport de la commission sur le « bilan » des trois premières années d'existence de l'OFAJ concluait : « Nous sommes encore très éloignés du moment où les résultats en profondeur et en largeur seraient tels qu'il suffirait de se limiter à une action éparse, fût-elle appliquée à des secteurs de pointe » ⁴⁵.

Pour le reste, on observe un phénomène de gestion de ces dissonances plus original, semblable à celui présenté par P. Bezes dans son étude sur les hauts fonctionnaires et la réforme de l'Etat : une sorte de radicalisation de l'éthique de conviction. P. Bezes écrit à ce propos : « Le réformateur peut idéaliser la faisabilité politique, c'est-à-dire, d'une certaine manière, s'aveugler lui-même ou se mentir à lui-même sur la réalité de l'espace des possibles. Toute sa rationalisation repose sur l'enfermement dans une représentation idéalisée de l'action à mener qui accentue la représentation héroïque de la réforme » ⁴⁶. Ce raidissement sur la dimension héroïque de la réforme prit les contours d'une réaffirmation de l'utopie fondatrice. On se souvient que, pour Joseph Rovin, l'OFAJ devait permettre « la plus grande migration des peuples jamais organisée en temps de paix par des moyens et avec des intentions pacifiques » ⁴⁷. Rovin répéta à de multiples occasions cette analyse, notamment après qu'une enquête eut mis en évidence que les contacts de quelques jours encouragés par l'OFAJ pouvaient aboutir au renforcement des préjugés négatifs réciproques : « On doit se souvenir que sauf en tant de guerre ou d'expulsions

de population, jamais dans l'histoire de l'Europe autant d'individus de deux peuples ne sont entrés en contact comme dans le cadre des activités que soutient l'OFAJ. Les contacts ont pu être parfois superficiels et parfois inutiles, dans des cas extrêmes même nuisibles. Mais il n'en reste pas moins que pour la première fois, une forme de migration de peuples est organisée et encouragée où le changement quantitatif dans les relations entre les peuples et la construction de l'Europe apporte avec lui un changement qualitatif » ⁴⁸.

Tous ces éléments sont signe du fait que les acteurs ont dans un premier temps préféré distordre leur perception de la réalité plutôt que de réviser leur système de croyances. Dans son étude sur l'Etat et le livre, Yves Surel note que cette attitude n'est pas viable sur le long terme. Le paradigme finit par « [s'épuiser] à résoudre les anomalies que lui pose le réel » ⁴⁹. La remise en cause du paradigme fondateur de l'Office se produisit, conformément au modèle, suite à la multiplication des « dissonances cognitives » ⁵⁰ entre les prédictions du système de croyances fondateur et la réalité observée. Une difficulté apparut tout d'abord en Allemagne suite à la publication, en 1966, d'un article dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ⁵¹. L'auteur ne dressait pas un bilan au vitriol de l'action de l'OFAJ. Il se contentait de rendre publiques les dernières enquêtes qui révélaient une permanence des préjugés chez les jeunes Allemands et les jeunes Français. L'écho rencontré par ce papier ne doit pas être exagéré. Il obligea simplement les autorités de Bonn et la direction de l'OFAJ à exercer un droit de réponse pour expliquer que « les préjugés ne pourront être déconstruits que lentement » ⁵².

Un autre « appel du réel » joua un rôle dans la mise à l'épreuve du paradigme fondateur : la multiplication des conflits au cours des rencontres. Ces conflits mettaient à l'épreuve l'idée selon laquelle les jeunes Français et Allemands fraterniseraient au premier regard. Un ancien animateur de rencontres se souvient par exemple que « les stages OFAJ se passaient mal entre 63 et 73, surtout après 68, parce que les cadres proposés pour les sessions ne correspondaient pas du tout à ce que les jeunes vivaient. Il y avait un décalage » ⁵³.

Ces phénomènes inattendus posaient des problèmes pratiques aux organisateurs de rencontres. Pour comprendre toutes ces anomalies, l'OFAJ commanda une enquête approfondie en 1966 à l'universitaire français Yvon Bourdet. Cette enquête n'était pas de la même nature que les sondages EMNID/IFOP mentionnés plus haut : il ne s'agissait pas d'étudier les représentations d'un échantillon représentatif des jeunes françaises et allemandes mais celles des jeunes participant aux rencontres. Cette étude devait donc permettre de mesurer précisément les effets de la politique de l'Office. L'enquête se déroula au cours de l'été 1966. Elle prit la forme d'un questionnaire administré à des jeunes Français et Allemands de 12 à 18 ans à la fin de leur séjour en centres de vacances franco-allemands. Grâce au soutien institutionnel de l'OFAJ, Bourdet put faire administrer 1049 questionnaires ⁵⁴ qui avaient été préparés en amont avec les responsables des échanges afin de les rendre intelligibles à des enfants et des adolescents de cet âge.

Dans la mesure où il s'agissait de comprendre la « persistance de préjugés nationalistes » ⁵⁵ observée par de nombreux animateurs, Bourdet arriva sur ce terrain avec quelques présupposés théoriques et méthodologiques. Critique à l'égard de l'épistémologie des sondages d'opinion, il partait de l'hypothèse que ceux-ci ne

nous révélèrent qu'une partie insignifiante du phénomène de permanence des stéréotypes et des préjugés. Il présentait que les jeunes baignaient dans une idéologie internationaliste (le centre de vacances franco-allemand) rendant improbable l'expression des préjugés ou des stéréotypes les plus grossiers même quand ceux-ci continuaient à faire sens à un niveau plus profond. Bourdet camoufla donc ses indicateurs sur les stéréotypes nationalistes dans une batterie de questions plus anodines. Plutôt que d'interroger directement les jeunes sur leur image de l'armée, il leur proposa par exemple de réagir à un certain nombre de termes comme « officier », « général », etc. perdus au milieu d'autres mots d'univers sémantiques différents (cinéma, capitalisme, Jésus, soulerie, etc.). Les jeunes étaient invités à rayer « sans réfléchir » les termes qui leur semblaient les plus négatifs.

L'analyse révéla un certain nombre de vérités triviales comme le fait que les jeunes condamnent à 93 % la « soulerie ». Elle suggérait cependant aussi une forte mémoire de la guerre chez la jeune génération : parmi les termes les plus couramment biffés par les Français, Bourdet notait les mots « Prussien » (42 %), « Aigle » (35 %), « Chancelier » (31 %) et « Marne » (28 %). Il importait donc, d'après l'auteur, de se déprendre de l'idée selon laquelle le fait de ne pas avoir connu la guerre préservait les jeunes d'un travail nécessaire sur les représentations historiques⁵⁶. La permanence de ces représentations historiques avait une conséquence importante : 90 % des Allemands et 80 % des Français jugeaient qu'une nouvelle guerre franco-allemande était possible⁵⁷.

Cette étude connut un certain écho dans le champ des échanges franco-allemands de jeunes car ses principaux résultats furent immédiatement publiés dans la revue du CFEAN d'Alfred Grosser⁵⁸. Des responsables associatifs contactèrent l'auteur pour lui proposer de prolonger l'enquête dans leurs propres activités franco-allemandes⁵⁹. On peut donc penser que cette expertise commença à pénétrer par le bas et le local les échanges franco-allemands. Pour le reste, les conclusions de Bourdet, très réservé quant à la raison d'être d'une institution telle que l'OFAJ dans son fonctionnement de l'époque, ne furent pas publiées par l'Office et on en resta là pendant quelques années.

Un dernier événement joua un rôle dans la remise en cause du système de croyances fondateur de l'OFAJ : mai 1968. D'une certaine manière, il était probable que l'histoire d'une institution centrée sur les jeunes françaises et allemandes croisât celle de ce mouvement social porté par une partie des jeunes des deux pays. Outre la concomitance des événements en France et en Allemagne, il importe de signaler l'existence d'un petit mouvement transnational, une sorte d'internationale soixante-huitarde franco-allemande. La première grande figure de ce mouvement fut bien évidemment Rudi Dutschke. L'attentat dont il fut victime en avril 1968 suscita une réelle émotion en France. Des étudiants allemands répondirent à ce mouvement de sympathie en allant défiler devant les consulats français. Un mois plus tôt, un jeune Allemand du nom de D. Cohn-Bendit avait par ailleurs fait bouger Nanterre « en solidarité avec la jeunesse de la République fédérale » avant de se faire expulser avec quelques compatriotes⁶⁰. D'abord mise en avant par ses adversaires, son identité allemande fut reprise en cœur par les manifestants après son expulsion du territoire : « nous sommes tous des Juifs allemands ! ».

Comme de nombreuses institutions de l'époque, l'OFAJ fut incapable, sur le coup, de comprendre le mouvement. Le décalage était probablement trop grand

entre la jeunesse imaginée par l'OFAJ – « des jeunes en culottes courtes qui couraient ensemble »⁶¹ – et celle qui lançait des pavés sur les CRS. L'impact des événements de Mai 1968 se fit surtout sentir à moyen terme dans l'émergence d'un consensus quant à la nécessité de comprendre le décalage entre l'idéologie officielle des échanges franco-allemands de jeunes et les nouvelles observations de la réalité, notamment la persistance des préjugés nationalistes chez les jeunes participants⁶².

La réflexion s'ouvrit d'abord dans le « forum scientifique »⁶³. Parmi les études ou les réflexions publiées à cette époque, il convient de mentionner celles de Jacques René Rabier. Le fondateur des Eurobaromètres s'est intéressé à l'OFAJ dans le cadre de sa réflexion sur les modalités de la construction politique d'un sentiment européen. Il vit dans l'OFAJ une institution originale de transformation des mentalités et se proposa dans divers articles⁶⁴ d'effectuer un bilan rigoureux de son action (en termes de « outcomes ») : « 1,1 million de jeunes se sont rencontrés depuis la création de l'OFAJ. Quels sont les effets sur les attitudes et les comportements de la jeunesse française et allemande de cette action sans précédent de mise en communication ? »⁶⁵. Après avoir passé en revue les différents sondages d'opinion révélant une absence de changement au niveau des deux jeunes en général, Rabier exhuma l'enquête d'Yvon Bourdet qu'on avait oubliée quelque part dans les archives de l'OFAJ. Pour Jacques René Rabier, les conclusions de Bourdet interrogeaient sérieusement l'action de cet organisme : « Voici des jeunes qui passent gaiement leurs vacances ensemble, qui semblent s'accorder sur beaucoup d'aspects de la vie quotidienne et même sur les grands principes de leur civilisation commune, qui commencent à effacer les ressentiments historiques, et seulement 10 % (pour les Allemands) et au mieux 20 % pour les Français estiment qu'une nouvelle guerre est impossible entre l'Allemagne et la France »⁶⁶. Les conclusions de Rabier (et Bourdet) furent reprises par la presse allemande régionale qui tira notamment « bilan désastreux pour l'OFAJ »⁶⁷, « ombre sur l'OFAJ »⁶⁸, « la guerre n'est pas exclue »⁶⁹.

Ces articles incitèrent la direction de l'Office à réagir. La mémoire organisationnelle de l'OFAJ a retenu comme moment charnière un colloque organisé à l'hôtel Lutetia en 1968. On se contenta alors en réalité de constater, sous l'impulsion d'Alfred Grosser, qu'il convenait de donner une place à mai 1968 à l'OFAJ⁷⁰. De nouvelles enquêtes, dont la presse se fit une nouvelle fois l'écho⁷¹, apportèrent des résultats encore plus dégrisants au début des années 1970. Le constat d'un échec de la politique des échanges de masse fut finalement acté à Strasbourg en 1972 à l'occasion d'un nouveau colloque sur « Les problèmes psychologiques de la rencontre franco-allemande ». Le responsable de la direction de la jeunesse et de l'éducation populaire au ministère de la Jeunesse et des sports nota au lendemain de cette manifestation : « L'enquête IFOP-EMNID GmbH, réalisée en 1968, et l'enquête IFOP-Infratest, effectuée auprès de lycéens en 1971, font apparaître une très grande permanence des stéréotypes, d'un côté comme de l'autre. Bien plus, le sondage de 1968, rapproché de ceux effectués en 1963, a montré sur certains points une régression (par exemple 15 % des Français se sont déclarés favorables à des liens plus étroits avec l'Allemagne, au lieu de 22 % en 1963. Il est [...] préoccupant de constater qu'aucun progrès déterminant n'ait pu être enregistré dans les mentalités à l'issue de plusieurs années d'échanges »⁷².

Ce tournant conduisit à ce qu'on pourrait appeler le « tournant qualitatif » de l'histoire de l'OFAJ. Un programme de recherche fut alors lancé, en interne, afin de comprendre les dynamiques concrètes des « rencontres interculturelles ». Cette équipe de chercheurs animée par Ewald Brass produisit une expertise qui aboutit à la démystification de la prophétie fondatrice de l'OFAJ. Nous citons ici un extrait d'un livre de Jacques Demorgon, chercheur à l'OFAJ : « On peut se demander pourquoi, malgré les éclairages existants sur les contradictions entre le temps pédagogique de courte durée et les objectifs d'une formation aux relations internationales et interculturelles, les institutions responsables – que ce soit au niveau des gouvernements, des organisations, des associations, etc. – continuent à favoriser ce type d'approche à court terme. S'agit-il d'une préméditation pour empêcher, par exemple, des répercussions possibles en direction d'une supranationalité jugée nuisible aux traditions et aux intérêts nationaux ? » 73.

Ces quelques éléments permettent de comprendre que la crise paradigmatique s'éta la sur plusieurs années. Les acteurs interprétèrent dans un premier temps les appels du réel dans le sens de la prophétie initiale. Ce n'est qu'après la multiplication des anomalies qu'ils se résolurent à modifier leur système de croyances.

On le voit, ce détour par l'approche cognitive de l'analyse des politiques publiques permet de répondre de manière univoque à la question posée en introduction : les pères fondateurs de l'OFAJ ont bien cru en leurs mythes. Faut-il pour autant conclure de ce qui précède que l'Office franco-allemand pour la jeunesse des années 1960 ne fut qu'un mirage, une erreur de l'histoire corrigée par le « retour à la réalité » que constitua le tournant qualitatif et pédagogique du début des années 1970 ? Nous voudrions plutôt souligner ici que la croyance dans les effets magiques des échanges internationaux de jeunes eut vraisemblablement des conséquences positives sur l'évolution des rapports franco-allemands. Tout comme l'accolade entre de Gaulle et Adenauer ou la poignée de main entre Mitterrand et Kohl, l'OFAJ participa à la mise en scène du grand récit de la réconciliation. On pourrait même soutenir la thèse que sa fonction de symbole du rapprochement contribua davantage à transformer les mentalités que ses programmes concrets. On peut citer à cet égard une étude de l'IFOP de 1993 révélant que les Français les plus germanophiles sont ceux qui ont entendu tous les discours sur le rapprochement et l'union franco-allemands mais n'ont pas participé aux échanges culturels subventionnés par cet organisme. Ce point fut exprimé par Luc Rosenzweig dans *Le Monde* au lendemain de la parution de cette enquête : « Il est intéressant de constater qu'en France la tranche d'âge la plus germanophile est celle des plus de 65 ans. 58 % de ces gens qui ont été les témoins ou les acteurs de la Seconde guerre mondiale ont une bonne opinion de l'Allemagne. En revanche, les jeunes de 15 à 24 ans ne sont que 36 % à partager cette idée » 74. Si cette interprétation est juste, l'OFAJ s'apparenterait à une prophétie autoréalisatrice. Il aurait construit une réalité dans l'ordre du discours qui aurait fini par prendre racine, au moins de manière superficielle, dans les représentations. Nous avons placé en exergue de cet article cette citation de P. Ricoeur : « Si l'on n'accorde pas que la vie sociale a une structure symbolique, il n'y a aucun moyen de comprendre comment nous vivons, faisons des choses et projetons ces activités dans des idées, pas de moyen de comprendre comment la réalité peut devenir une idée ». On pourrait ajouter que la prise en compte de la dimension symbolique de la vie sociale aide également à comprendre comment une idée peut devenir réalité...

Commentaire :

Un observateur attentif ne pourra s'empêcher de qualifier le comportement de nos dirigeants politiques d'aujourd'hui comme un « curieux volontarisme ». Ce volontarisme, qui se développe sous la contrainte d'une crise transnationale, peut-il créer ou démolir des mythes ? Existe-t-il une relation cachée entre des actions volontaristes et leur transformation en mythologie autoglorifiante ? M. Delori teste cette hypothèse en examinant le lancement de l'OFAJ dans les années 60. Plusieurs ministres de la Jeunesse des années 80 ont appelé cette institution du Traité de l'Élysée « un monstre historique ». Un indice que les motivations profondes des pères fondateurs de l'OFAJ n'étaient plus perçues par une partie de la classe politique comme un balisage pour le hic et nunc et le futur. Cette problématique est bien démontrée : le court terme de la politique et des modes intellectuelles souffre à répétition de la difficulté de savoir apprécier à leur juste valeur les convictions rationnelles des capitaines du long terme. L'incompris devient pour certains « irrationnel ».

Comme souvent, il est regrettable de devoir constater que la recherche scientifique sur la jeunesse en France, malgré quelques avancées de chercheurs autour de l'OFAJ, n'a que peu d'effet sur l'approche politiste des relations interculturelles avec les voisins des Français. L'étude des valeurs des jeunes et de l'international reste la plus vivante dans le marketing. Il est dans un tel contexte compréhensible que les racines du rapprochement franco-allemand soient recherchées « dans l'univers de la fiction, dans la pensée mythique ». La dimension du mythe, selon Walter Benjamin, appliquée à un cas donné comme l'OFAJ, peut se révéler très riche. Mais dans le cas présent, il s'agit de distinguer le possible et l'impossible de la mission confiée à l'OFAJ par le Général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Toutefois, une telle étude a besoin de repères historiques et notamment de l'histoire des idées. La contribution de M. Delori suscite quelques interrogations. On reste curieux de savoir ce que cela donne si le même questionnement est appliqué à la longue durée des rapports franco-allemands.

– Rudolf HERRMANN –

Notes

1. Nous empruntons ce titre à P. Bezès, qui faisait lui-même explicitement référence à P. Veyne : Veyne, (1992), *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ? Essai sur l'imagination constituante*. Paris : Seuil ; BEZES, (2000), « Les hauts fonctionnaires croient-ils à leurs mythes ? L'apport des approches cognitives à l'analyse des engagements dans les politiques de réforme de l'État. Quelques exemples français (1988-1997) ». In : *Revue française de science politique*, 50-2, Avril 2000, pp. 307-332.

2. Delrance, Krebs, Pfeil et Bock, (2008), *Les jeunes dans les relations franco-allemandes. L'Office franco-allemand pour la jeunesse (1963-2008)*. Paris : Sorbonne nouvelle (OFAJ). Vaillant, J., (2004), *L'Office franco-allemand pour la jeunesse : de la réconciliation à la coopération au service de l'Europe*. Paris : L'Harmattan.

3. Cet article s'inspire de notre thèse de doctorat de science politique : Delori, M., (2008), *De la réconciliation franco-allemande à la "guerre des dieux". Analyse cognitive et discursive d'une politique publique de socialisation à la cause de la paix : l'Office franco-allemand pour la jeunesse*. Thèse de doctorat de science politique, Grenoble : Université Pierre Mendès-France.

4. Rovin, J., (1972), « Les relations franco-allemandes dans le domaine de la jeunesse et de la culture populaire (1945-1971) ». In : *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 4, pp. 675-704, p. 703.

5. Nous citons ici M. Strobel, ministre fédérale allemande de la jeunesse à la fin des années 1960. Strobel (1970) « Deux jeunesses ». In : *Le courrier de Parlement*, août 1970.

6. Bezès, P., (2000), « Les hauts fonctionnaires croient-ils à leurs mythes ? L'apport des approches cognitives à l'analyse des engagements dans les politiques de réforme de l'État. Quelques exemples français (1988-1997) ». *Op. cit.*, P. Bezès emprunte cette expression à P. Veyne : Veyne, P., (1992), *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ? Essai sur l'imagination constituante*. *Op. cit.*